

# **L'action humanitaire des ONG françaises en Amérique Centrale : entre bureaucratie humanitariste et nouvelle vision de l'humanité**

**Gilles Bataillon**

Comment analyser la multiplication des actions des ONG françaises en Amérique Centrale ces quinze dernières années ? Que penser de la rhétorique de ces organisations : "devoir d'humanité", "droit à témoigner", "devoir d'ingérence" ? Comment qualifier leurs relations avec les populations qu'elles prennent en charge, les "populations otages" évoquées par Jean Christophe Rufin ? Quelle est la réalité de l'image de "l'aventurier utile" le plus souvent accolée aux membres de Médecins Sans Frontières (MSF), de Médecins du Monde (MDM) ou d'Enfants Réfugiés du Monde (ERM) ? Le propos de cet article sera moins de relater le détail de ces actions humanitaires, ou d'en faire le bilan, que de tenter de s'interroger sur le sens de celle-ci [1].

Présentes pour la première fois en Amérique Centrale lors du tremblement de terre de Managua en 1972 et de Ciudad Guatemala en 1976, MSF, - la seule ONG à exister à l'époque-, MDM et ERM ont par la suite mené des actions aussi bien au Salvador, au Honduras, au Guatemala qu'au Nicaragua. Leurs membres n'ont pas seulement soigné des réfugiés salvadoriens, nicaraguayens et guatémaltèques installés au Honduras, au Mexique ou au Costa-Rica, ils ont aussi participé à des programmes de santé publique au Salvador et au Nicaragua. Enfin ces organisations ont fait parvenir leurs médicaments, argents, et parfois envoyé médecins et infirmier(e)s - auprès de différents mouvements de guérillas, le plus souvent au FMLN salvadorien, à la guérilla guatémaltèque parfois et beaucoup plus rarement aux guérillas des indiens miskito de la côte atlantique du Nicaragua. Grâce à ces actions et à d'autres semblables en Asie et en Afrique les membres des organisations humanitaires françaises ont acquis depuis le début des années quatre-vingt, le statut de nouveaux héros dans la conscience collective française. Un remarquable feuilleton télévisé a relaté leurs exploits du Biafra au Salvador. Kellogs a vendu des paquets de Cornflakes sur lesquels on pouvait voir des bandes dessinées relatant les exploits de MSF. Des marques de cahiers scolaires ont fait de même. Pour finir bon nombre de déguisements de médecin ou d'infirmière portent désormais le sigle MSF. En bref, les membres de MSF, de MDM, ou de ERM sont devenus les "héros positifs" ou des aventuriers utiles aux yeux de l'opinion publique, du monde politique et des médias.

**De l'urgence aux impératifs politico-médiatiques** Souvenons-nous des images des tremblements de terre du Nicaragua et du Guatemala. Les secouristes français n'étaient que quelques uns, acceptant de travailler dans les pires conditions. Le concept dominant était celui de l'urgence. MSF était avant tout un groupe ad hoc de bénévoles qui, sans le secours d'aucun permanent, regroupait, de catastrophe naturelle en guerre civile, les fonds, le matériel médical, les médecins et les infirmiers nécessaires à leurs actions. Ce personnel agissait le plus souvent sans attendre un quelconque feu vert du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) ou des autorités locales, à la différence d'autres organisations humanitaires comme la Croix Rouge. Quelques années plus tard, la présence de MSF au côté du Front sandiniste (FSLN) aux dernières heures de la lutte contre Somoza était le fait de bénévoles qui venaient en toute conscience participer à la révolution, en mettant au service de l'organisation leur expérience professionnelle. Si les buts de ces derniers étaient plus directement politiques que ceux des premiers, les uns et les autres étaient organisés de la même manière et partageaient la même conception de l'action humanitaire : des objectifs ponctuels, un certain spontanéisme, le souci du bénévolat, la volonté d'agir sans craindre un instant de mettre en danger l'existence et le futur de leur organisation. MSF était de fait à l'époque plus un sigle qu'une organisation. Si l'association avait un statut juridique, elle n'était à aucun moment une institution indépendante de ceux qui l'incarnaient tels Bernard Kouchner, Xavier Emmanuelli et de multiples autres personnes moins connues du monde médiatique. Les membres de cette association étaient avant tout des "parrains", venus à l'action humanitaire à la suite des événements survenus au Biafra et ayant le "réseau" de bonnes volontés mettaient à la disposition de qui voulait agir, ses liens avec le monde médiatique, les laboratoires pharmaceutiques et la hiérarchie hospitalière. Les décisions étaient prises à l'unanimité et le financement, qui ne dépassait pas à l'époque trois millions de francs par an, était toujours recherché après avoir pris la décision de lancer une action. A partir des années quatre-vingt, le contexte dans lequel se déroulent les actions humanitaires change radicalement. MSF, MDM et ERM se transforment, dans des proportions certes inégales - MSF possède un budget annuel qui dépasse les 300 millions de francs [2], tandis que celui de ERM reste beaucoup plus modeste - en institutions bureaucratiquement organisées régies par des administrateurs issus des rangs des vétérans des premières actions humanitaires. Ceux-ci prennent le contrôle de MSF, puis des autres organisations à la suite de coups de force lors des assemblées générales annuelles - AG auxquelles ils arrivent nantis de multiples procurations de vote émanant de membres fantômes dont l'adhésion est des plus récentes -

, grâce à leur capacité d'offrir avec le "fund raising" d'importantes ressources à une base de médecins et d'infirmier(e)s qui ne veulent plus simplement agir de temps à autre comme bénévoles mais aspirent à se professionnaliser. Cette dernière aspiration répond d'ailleurs à plusieurs desseins : l'espoir d'être plus efficace, la volonté de créer une nouvelle spécialité médicale dans un pays où il est devenu moins facile d'ouvrir un cabinet et où les conditions de travail des infirmier(e)s en milieu hospitalier sont particulièrement dures et mal rémunérées. Ces organisations sont rapidement confrontées à trois impératifs : premièrement justifier le caractère permanent de leurs actions, c'est l'époque du slogan "dans la salle d'attente de MSF deux milliards d'hommes" ; deuxièmement adapter les actions aux croyances d'une opinion publique et de donateurs pour lesquels l'action humanitaire doit s'exercer au profit des indiens guatémaltèques victimes de massacres à grande échelle comme des indiens miskitos soumis à une politique ethnocidaire ; troisièmement faire accepter à leurs bases, le plus souvent progressiste ou gauchisante que les réfugiés nicaraguayens fuyant la révolution sandiniste et les paysans salvadoriens pourchassés par l'armée ont le même droit à recevoir leur aide et la protection du HCR. Ces nouveaux impératifs ont indubitablement réorienté leurs actions. Si toutes trois continuent à aider des mouvements de guérillas comme le FMLN salvadorien, ou à être présentes lors de catastrophes naturelles, comme lors du tremblement de terre de 1986 au Salvador, leurs actions perdent désormais tout caractère ponctuel. Celles-ci sont tout à la fois l'objet de marchandages internes, au sein même de chaque ONG, et de longues négociations avec les différents protagonistes des divers conflits centraméricains. Ainsi, par exemple, la volonté d'être présent dans tous les camps des guerres civiles conduira à plusieurs arrangements longuement négociés au sein de MSF ou MDM. Le travail en collaboration avec le ministère de la santé salvadorien ou guatémaltèque, qu'appellent de leurs vœux les sphères dirigeantes, sera accepté par les bases à condition d'envoyer parallèlement une aide médicale aux guérillas opérant dans ces deux pays. De même, les plus hauts responsables de MSF ou de MDM offriront les services de leurs organisations respectives aux représentants de la guérilla guatémaltèque ou de son homologue salvadorienne. Ces dons se feront aussi in situ au profit des différents protagonistes des conflits. MSF fera de multiples cadeaux - médicaments, matériel médical - aux différents groupes de guérillas pour ne pas avoir de problèmes au Salvador. De la même façon MSF et MDM accepteront, au Honduras au Salvador et au Guatemala, de financer partiellement des projets lancés localement par d'ex-reines de beauté ou des représentants de la "bonne société" bien que ceux-ci soient souvent autant "d'éléphants

blancs". De la même manière, après avoir accepté de travailler à Danlí et à Mocoron au Honduras avec des réfugiés nicaraguayens pour le moins antisandinistes, MSF multipliera les gestes amicaux à l'égard de la révolution sandiniste, en prêtant notamment des véhicules aux responsables de santé durant le week-end ou le financement de minis projets de santé publique plus soucieux de prosélytisme politique que d'efficacité médicale.

**Humanitarisme et populations otages** L'autre changement capital qui surgit parallèlement à la multiplication des actions humanitaires est celui des images des bénéficiaires de ces actions. Souvenons-nous des débuts de la révolution sandiniste ou des tremblements de terre au Nicaragua et au Guatemala, les bénéficiaires des actions humanitaires étaient des victimes anonymes de catastrophes naturelles ou des groupes d'insurgés qu'il convenait d'appuyer pour des raisons politiques. Peu à peu, face au développement des guerres civiles, un nouveau concept va apparaître, pour désigner les réfugiés et les déplacés de guerre chassés ou relogés de force par les militaires : celui de "populations otages" [3]. Cette vision correspond pour une part à la réalité. Si certains réfugiés ou déplacés ont, ou eurent, une attitude attentiste lors des guerres civiles, beaucoup d'autres, notamment au début des années quatre-vingt, tels les réfugiés salvadoriens de Colomoncagua ou de Mesa grande, ou les Miskitos de Mocoron, ont pleinement participé à ces guerres civiles et n'étaient en rien les "otages" de groupes de guérilleros. Les premiers entretenaient les liens les plus étroits avec le FMLN, tandis que les autres faisaient de même avec les fractions miskitos de la Contra. Dans les deux cas les camps de réfugiés étaient indéniablement des sanctuaires de guérillas. Nombre de guérilleros y avaient leur famille. Les guérillas s'y procuraient des médicaments, de la nourriture et y organisaient une sorte de conscription. Mieux encore, bien que le HCR et les ONG travaillant sous son contrôle aient été théoriquement les seules autorités responsables de ces camps, les guérillas y constituaient de fait des doubles pouvoirs. Les leaders de santé tout comme les responsables des programmes agricoles ou scolaires recrutés par les organisations humanitaires devaient recevoir l'aval des guérilleros. Le FMLN et Misura ont exercé une justice pour le moins sommaire à l'encontre de leurs opposants et n'ont pas hésité à leur infliger la peine de mort. Ajoutons que si certains réfugiés demandèrent aux ONG leur appui pour échapper à la tutelle des guérillas, la plupart d'entre eux reconnaissaient en elles des autorités légitimes ou les toléraient comme un moindre mal. On pourrait formuler la même remarque à propos des déplacés internes guatémaltèques relogés dans des "villages modèles". Beaucoup, parmi

lesquels non seulement des évangélistes mais aussi d'ex guérilleros, s'accommodaient fort bien de la protection de l'armée et des patrouilles armées civiles (PAC) [4]. Si l'on ne peut passer sous silence le fait que différents membres de MSF, de MDM et de ERM non seulement tolérèrent mais appuyèrent souvent très ostensiblement cette tutelle des guérillas sur les populations civiles pour des raisons politiques, la plupart choisirent de ne pas voir et surtout de ne jamais évoquer ces réalités pensant ainsi mieux servir la cause humanitaire et jugeant aussi que dénoncer de telles pratiques pouvaient porter tort à leur organisation.

**Les nouveaux experts du Tiers Monde** Ces transformations des ONG se sont accompagnées d'une ultime mutation, l'acquisition par les membres de MSF, MDM ou ERM du titre de "témoins par excellence" et d'experts du Tiers Monde. La bureaucratisation de ces ONG et la naissance d'un nouveau discours humanitaire coïncident en effet peu ou prou avec l'émergence de toute une série de questions qui ont émergé dans le sillage de la parution de l'Archipel du Goulag [5] et de la découverte des atrocités commises par les Khmers rouges. En effet le livre de Soljenytsine a fait date en raison de ce qu'il révélait de l'histoire soviétique et du rôle joué par la terreur dès les lendemains d'octobre. Toutefois son impact vint aussi de son projet de donner la parole et de resituer l'expérience de "ceux d'en bas" - les zeks - et d'entremêler ces "histoires de vie" de prisonniers avec une réflexion sur la nature du totalitarisme. Ce faisant, l'écrivain ne restituait pas seulement une histoire interdite par la censure soviétique - celle des camps de concentration - mais donnait à connaître le totalitarisme à partir d'une histoire faite de témoignages populaires dédaignés par l'Histoire, fût-elle anticomuniste ! C'est dire que la publication de ce livre n'a pas seulement contribué à discréditer les idéaux incarnés par la révolution bolchevique ou à faire découvrir d'autres réflexions sur l'expérience totalitaire, mais à mettre à la mode pour le meilleur et le pire les témoignages de "ceux d'en bas". Peu à peu, grâce à un populisme à la Foucault [6] ou à la Glucksman [7], ces témoignages en viendront à remplir une fonction jadis dévolue à la théorie. Le rôle joué par un prêtre français, François Ponchaud [8], dans la découverte des massacres survenus au Cambodge appuiera aussi cette défiance pour les travaux dits de réflexion et cette valorisation à l'emporte-pièce du témoignage et du "vécu". C'est dans cette ambiance intellectuelle que les membres de MSF ou de MDM vont se transformer en nouveaux spécialistes de l'Amérique Centrale et plus généralement du Tiers Monde. Dans un microcosme médiatique sacralisant le vécu, ils apparaîtront comme les témoins "par excellence" des souffrances des populations centraméricaines. De plus, soignant

“pragmatiquement” les souffrances des victimes des différents “pouvoirs” - Etats autoritaires, guérillas contre-révolutionnaires et contre-Etats révolutionnaires - les médecins et les infirmier(e)s incarneront une capacité universalisante à s'opposer aux injustices. Ils symboliseront aussi, au même titre que Amnesty International, un discours émergeant sur les droits de l'homme. Cette nouvelle figure de l'action humanitaire ne se cantonne pas au témoignage, mais les responsables de ces organisations arguant de leurs expériences “de terrain” formulent différentes propositions “non idéologiques” sur l'ordre politique international ou la validité de telle ou telle élection en Amérique Centrale. Ainsi, via sa fondation Libertés Sans Frontières, MSF s'essaye à légitimer toute une critique des schémas tiers-mondistes nourri d'un néo-libéralisme tout aussi pénétré de simplisme. MDM multiplie, grâce à l'activisme médiatique de son président du moment Bernard Kouchner puis à celui de ses successeurs, les interventions en appelant à la fin des idéologies. S'il faut souligner ces nouvelles caractéristiques de l'action humanitaire et les dérapages auxquels elles ont pu conduire, il ne paraît pourtant pas possible de réduire ce nouveau mode d'action à une pure et simple bureaucratisation de MSF, de MDM ou de ERM, ou à l'avènement d'un discours néo-libéral ou libertarien, certes attentif au vécu des habitants du Tiers-Monde mais aveugle tout aussi bien aux injustices et aux irrationalités du marché qu'au tiers-mondisme et sa bureaucraties. Ce qui paraît en revanche capital, et trop peu souligné, c'est que ces nouvelles caractéristiques de l'action humanitaire s'inscrivent, le plus souvent sans que les protagonistes le perçoivent dans une transformation qui atteste de nouvelles relations entre le Tiers-Monde et l'Occident.

**Une nouvelle vision du sud au nord** Si la bureaucratisation apparaît bien comme le produit de la volonté de l'ensemble des membres de ces ONG travaillant dans le Tiers-Monde de se professionnaliser, celle-ci a aussi induit un débat sur l'action humanitaire tant au sein de ces ONG qu'au sein de l'opinion publique. On a vu comment les premières actions de MSF s'inscrivaient clairement soit au registre de l'action caritative soit à celui de l'adhésion à un projet politique, et comment le désir de professionnalisation combiné à un certain état de l'opinion publique a conduit certaines ONG comme MSF à développer leurs actions tout azimut. Il faut savoir que cette nécessité de soigner les victimes des différents camps idéologiques a suscité de longues négociations au sein de ces organisations. De même le slogan - “dans notre salle d'attente...”- semble bien être né de la nécessité de posséder des fonds en permanence. Ce qu'il faut souligner c'est qu'à adopter, pour des raisons conjoncturelles ou de façon tactique, un tel

slogan, MSF donnait un autre ton à l'action humanitaire. Ce slogan préfigure une autre vision des pays de la périphérie capitaliste. Il dissout les particularités de chaque peuple dans un "deux milliards d'hommes". Il n'est plus lancé d'appels concernant spécifiquement les Biafrais, les indiens guatémaltèques, les Nicaraguayens ou les boat people vietnamiens. L'enfant affamé qui apparaît sur les affiches de MSF les représente tous, il symbolise une humanité marginalisée. Mieux, en évoquant ces deux milliards d'hommes dans sa salle d'attente, MSF met très clairement en scène l'image d'un Etat-providence mondial et pose la question suivante : si nous sommes tous membres d'une même humanité, pourquoi, nous Français, aurions nous seuls droit à une médecine gratuite, et pas les habitants du Tiers-Monde ? A formuler cette question MSF n'oppose nullement des droits sociaux à des droits dits politiques. S'inscrivant dans une logique universaliste, cette ONG inscrit son appel au registre du "droit à avoir des droits" évoqué par Hannah Arendt. Ce langage qui est aussi celui des droits de l'homme [9] constitue une rupture avec celui de la compassion qui était celui de l'action caritative. Il se réfère aux enseignements bibliques et à ses exigences de justice ; celui-ci est politique. Il prend en charge la nécessité de juger, et ce dans un climat de "dissolution des repères de la certitude" (Claude Lefort) sans pour autant sombrer dans un relativisme absolu. Ce slogan de MSF pose de la façon la plus radicale une question sur le droit de ces nouveaux "damnés de la terre" que sont réfugiés et déplacés à des soins médicaux et plus généralement sur leurs "droits à avoir des droits". Cette nouvelle manière de penser l'action humanitaire s'est combinée avec un nouveau mode de recrutement. Les futurs membres des missions ne choisissent plus comme dans le passé de se mobiliser pour telle ou telle catastrophe naturelle ou pour telle ou telle cause politique - la lutte des paysans salvadoriens ou celle des indiens nicaraguayens -, ils se sont fait à l'idée d'être envoyés n'importe où, c'est à dire là où les attendent quelques uns des deux milliards d'hommes évoqués par l'affiche de MSF. Et l'on est arrivé à ce paradoxe que des anticomunistes soignent des réfugiés liés au FMLN tandis que des tiers-mondistes travaillent en collaboration avec des responsables de santé liés à la contra nicaraguayenne. Il convient de noter qu'on ne constate pas à cet égard un désengagement politique mais au contraire un nouveau type d'engagement politique. Médecins et infirmier(e)s ne se situent plus dans un rapport de projection ou d'identification où l'on transfère sur les peuples du Tiers-Monde les espoirs jadis déposés dans les prolétariats des pays centraux en s'interdisant toute distance critique à l'égard de ceux-ci. Leur engagement aux côtés des réfugiés ou des déplacés témoigne d'un nouveau regard sur leurs combats. On n'affirme plus l'adhésion

inconditionnelle à des projets politiques mais la nécessité de défendre en tous lieux des droits valant pour l'ensemble de l'humanité.

**L'émergence de nouvelles règles du jeu politique en Amérique Centrale** On a vu combien l'idée de "population otage" paraissait une fiction dans le contexte centraméricain, reste toutefois à examiner quel fut l'impact de cette image dans le jeu politique des pays de l'isthme centraméricain. On connaît le rôle prépondérant qu'ont joué, dès la fin des années soixante-dix, les protagonistes armés, forces armées/guérillas, dans ce qu'il est convenu d'appeler la crise centraméricaine. Médiateurs entre des conflits hétérogènes - politiques, économiques et sociaux -, les militaires et les guérilleros en sont venus à se subordonner les partis politiques, les organisations syndicales, les groupes d'intérêts économiques. Dans ce contexte, les différents groupes de réfugiés ou de déplacés ne constituaient pas une exception. Reste à noter que proclamer dans cette situation que les réfugiés étaient les otages des différents groupes combattants était pour le moins nouveau. On rompait, quelques soient les motifs tactiques de ce discours, avec le langage de la légitimité de la violence et, on se référait, à un moment clef de l'expérience démocratique, à "la désincorporation" (Claude Lefort). En effet, à parler de "populations otages" on niait une représentation dominante dans la culture politique centraméricaine de ces années de crise qui faisait des groupes armés les seuls acteurs capables d'encadrer et de s'opposer au surgissement d'une barbarie qui avait pour les uns le visage du communisme et pour les autres celui des oligarchies et de la dépendance. De fait, l'image de la barbarie change du tout au tout, elle s'incarne désormais dans la violence et remet en question la séparation entre une violence défensive, légitime, et une violence offensive, terroriste et illégitime. De plus, les groupes armés, réguliers ou irréguliers, ne font plus figure de remparts contre une possible barbarie. Ils incarnent dorénavant la figure d'un possible chaos pour ceux-là même qui les appuyaient. Dès lors les réfugiés et les déplacés de guerre, disjoints des clans combattants, sont perçus comme des individus porteurs de droit. Ils ne se définissent plus en fonction de leur incorporation à des grands desseins politiques, la construction de l'homme nouveau, la défense contre le communisme, où ils jouaient un rôle subalterne écrit par d'autres. Ce nouveau statut de "population otage" les laisse désormais libres de négocier en leur propre nom, leur réintégration à la vie politique, et ce, tant au Guatemala qu'au Salvador ou au Nicaragua. Ainsi, le fait de les désigner comme des "populations otages" ne conduit pas seulement à souligner la nécessité de ne plus participer à un combat ami/ennemi opposant militaires et guérilleros mais leur donne la possibilité de se définir en fonction d'autres

critères. Parallèlement à d'autres groupes, d'entrepreneurs ou de journalistes, de syndicalistes ou de défenseurs des droits de l'homme, les réfugiés préfigurent une possible société civile, c'est à dire une multitude d'associations et d'institutions dont les débats et les revendications peuvent contribuer à la naissance d'un espace public. Il faut noter une ultime nouveauté créée par la présence des ONG françaises, à savoir une incontestable perte de souveraineté des pays centraméricains sur leur propre territoire au regard des exigences d'un droit d'ingérence naissant. Bien que l'on ne puisse pas nier que la présence des organisations médicales françaises ait été l'objet de multiples accords avec les différents gouvernements centraméricains, ces derniers, reconnaissaient de facto en acceptant leur présence, la possibilité d'une ingérence dans les affaires internes de leur pays. A la différence du HCR qui patronait nombre de leurs actions, les membres de MSF, de MDM et de ERM affirmèrent toujours, le plus souvent sans attendre l'aval de leurs organisations, que leur devoir était non seulement d'ordre médical mais aussi "d'ordre moral" en dénonçant les mauvais traitements infligés aux réfugiés et aux déplacés. Ces limites portées à un principe de souveraineté doivent être rapprochées d'autres comme la présence de commissions d'observateurs durant les élections nicaraguayennes ou salvadoriennes, ou durant les négociations entre forces armées et guérilleros. Ces présences constituent dans une certaine mesure une limitation au principe de la souveraineté nationale. L'analyse de l'action humanitaire des ONG françaises en Amérique Centrale conduit à souligner certains processus de bureaucratisation communs à ces différentes organisations. La mise à jour de ces phénomènes ne saurait laisser dans l'ombre d'autres qui témoignent d'un regard pour le moins novateur sur le Tiers-Monde et d'une façon plus générale sur les guerres civiles. Nul doute que les hypothèses lancées au regard des phénomènes centraméricains gagneraient à être explorées plus en détail et à la lueur d'autres expériences, africaines asiatiques ou européennes. Ce que l'on peut toutefois souligner c'est combien cette bureaucratisation fut paradoxalement coextensive d'un nouveau regard sur les zones de tempêtes et de rapports inédits avec leurs populations. Celles-ci apparaissent désormais comme composées d'individus "ayant des droits à avoir des droits". Cette mutation s'est accompagnée d'un renouveau de la capacité à penser et à juger et non plus seulement à se projeter dans les luttes des pays du Tiers-Monde. Ce renouveau du souci de trancher entre le juste et l'injuste ne saurait toutefois être entravé par une quelconque sacralisation des victimes que peuvent être les réfugiés et les déplacés pas plus qu'il ne saurait s'accompagner du monopole de la réflexion sur le Tiers-Monde qui a

parfois été le phantasme de certains membres des organisations humanitaires.

A Edelberto Torres Rivas qui m'a suggéré l'idée de cet article

---

[1] Les faits relatés ci-dessous sont le fruit soit d'observations personnelles menées lors de plusieurs missions d'observations réalisées avec le soutien de Médecins Sans Frontières en 1982, 1984, 1985 et 1987, soit de renseignements communiqués par des membres de Médecins sans Frontière et de Médecins du Monde.

[2] Chiffres publiés par Jean Christophe Rufin in « La maladie infantile du droit d'ingérence » in Le Débat page 29.

[3] Cf. Rufin (J.C.), Le piège humanitaire, suivi de Humanitaire et politique depuis la chute du Mur, Paris, J.C. Lattès, Pluriel, 1992.

[4] Cf. AGIR, "Guatemala, l'héritage des militaires", Paris, Musée de l'Homme sans date, (62 pages dactylographiées).

[5] Soljenytsine (A.), l'Archipel du Goulag, traduction française, tome 1, 2, 3, Paris, Seuil, 1975.

[6] Cf. Foucault (M.), L'archéologie du savoir, Gallimard, t1, et son entretien dans les Révoltes logiques.

[7] La cuisinière et le mangeur d'homme : essai sur les rapports entre l'Etat le marxisme et les camps de concentrations, Seuil, 1975.

[8] Auteur de Cambodge année zéro, Paris, Julliard, 1977.

[9] Cf. sur cette question les réflexions de Claude Lefort dans L'invention démocratique, Paris, Fayard, 1981, et dans les Essai sur le politique XIX°-XX° siècles, Paris, le Seuil, 1986.